



Défis écologique et numérique

Édito

Pour un retour à l'Etat Providence associé à l'économie sociale !

Foliofocus

La jeunesse grecque acculée à l'émigration

Folios

L'Ipsse soutient les droits des travailleurs à domicile

Folioscopie

Comment vont les Belges ?

Folliforme

La transition écologique à l'agenda de la présidence bulgare de l'UE

A01387

AAB659

Au sommaire

Édito

- 3 - Pour un retour à l'Etat Providence associé à l'économie sociale !
- 4 - For a return to the welfare state associated with the social economy!

Foliofocus

- 5 - La jeunesse grecque acculée à l'émigration
- 7 - Interview, l'exode des jeunes grecs

Folliolles

- 8 - L'Ipse soutient les droits des travailleurs à domicile
- 9 - Communiqué de presse du 19^e Colloque Professionnel Ipse

Écotiers

- 11 - Détachement des travailleurs vers un accord définitif pour le premier semestre 2018 ?
- 11 - Evaluer les nouvelles technologies de la santé: une affaire européenne
- 12 - Evaluating health technologies : a European case
- 12 - Posted workers a definitive agreement on the first half of 2018?
- 13 - Le dialogue social européen au point mort ?
- 14 - Accord de libre-échange UE - Mercosur: pourquoi ça coince?
- 15 - Le lourd passé de la Bulgarie laisse des traces
- 16 - The heavy past of Bulgaria leaves traces

Folioscopie

- 17 - Comment vont les Belges ?

Reflets d'Europe

- 20 - La liberté de la presse se dégrade dans l'UE
- 21 - Freedom of the press is deteriorating in the EU

Foliothèque

- 22 - • Pour éviter le chaos climatique et financier
- 22 - • Insoutenables Inégalités Pour une justice sociale et environnementale
- 22 - • La Revue de l'IRES

Foliforme

- 23 - Édito Foliforme
- 24 - Huile de Palme, les conséquences de l'expansion de ces plantations
- 27 - Palm oil, the consequences of the expansion of these plantations
- 29 - Parlement européen : une Commission spéciale glyphosate
- 30 - A special Commission for glyphosate
- 31 - La transition écologique à l'agenda de la présidence bulgare de l'UE
- 31 - The ecological transition on the agenda of the Bulgarian EU presidency
- 32 - 45^{ème} Rencontre Ipse à Valencia les 2 et 3 juillet 2018
La protection sociale confrontée au double défi écologique et numérique

Ipse

• 92, Boulevard de Magenta - 75010 Paris
Tél. +33 1 40 37 13 88 - Fax +33 1 40 36 07 65
• Square Gutenberg, 8 / B-1000 - BRUXELLES
Tél +32 2 280 44 82/ Fax +32 2 230 50 07
europesociale@euroipse.org
<http://www.euroipse.org>

FOLIO 77 Mars 2018 ISSN 1278-6160

Directeur de la publication : Dominique Boucher

Rédacteurs : Annie Claude Blondin, Camille Boucher, Dominique Boucher, Myriam Serres

Traductions : Carlos Fiuza

Illustrations : Jean-Pierre Terrien

Conception, réalisation et impression : Lilliane Camard

Pour un retour à l'Etat Providence associé à l'économie sociale !



Dominique Boucher
Délégué général de l'Ipse

La transition sociale écologique est incontestablement devenue un sujet majeur. Si elles sont relativement récentes dans leur densité, les recherches, contributions et propositions, alertent pour la plupart sur le risque de délitement rapide de ce qui fonde nos sociétés en faisant du lien social un objet obsolète. Pourtant, souvenons-nous que déjà en 1974 un certain René Dumont considérait que le développement n'était pas un problème économique, de système social, ni de techniques, mais plutôt la résultante d'un équilibre entre les trois, basée sur la qualité des relations existantes entre les hommes eux-mêmes. A contrario, portées par le vent d'ouest en une ronde autour du globe, se manifestent des voix libertariennes (le juste opposé des libertaires) qui prônent un libéralisme radical défiant tout esprit solidaire, faisant fi de la montée des inégalités, portées au pinacle à court terme par des usages faits de la digitalisation et les périls écologiques. Pourtant tous deux affectent grandement la santé publique.

Ces deux futurs indissociables que sont les révolutions climatiques et technologiques de ces 20 ou 30 prochaines années, observent une certaine concomitance par leurs immenses conséquences sur tout ce qui fait vie. Agir face au changement climatique et tenter d'encadrer la digitalisation de l'économie, ont des impacts conjugués sur toute l'économie, le taux et les formes d'emploi, la santé surtout dans une vision holiste et non réductrice de l'homme.

Rappelons que nous prêtons au moins deux versions à ces probables évolutions, exprimées originellement par Philippe Pochet. La première, celle d'une évolution radicale, largement maîtrisable dans l'actuel cadre institutionnel: « Il ne s'agit pas de changer de logiciel mais de l'adapter ». Pour la protection sociale il s'agit alors de l'adapter aux nouveaux parcours professionnels. La seconde est un changement de paradigme où il n'est plus question d'adaptation mais de réviser complètement les fondamentaux de la société humaine.

A cela s'ajoutent deux appréhensions des moteurs de ces bouleversements. Le digital met effectivement l'accent sur la compétition et l'innovation. La priorité est accordée à des plateformes créatrices de valeurs ajoutées caractéristiques de ce qui nourrit le capitalisme. A contrario, l'agenda écologique privilégie l'économie sociale, la coopération, la nécessité de fonder des

solutions communes. Le sujet est toutefois complexe puisqu'il s'agit de revoir radicalement nos modes de vie, convaincre les populations dans leurs fortes diversités. C'est alors que dans le cadre d'une économie raisonnable de décroissance de PIB et non de l'économie réelle, de nouveaux modes de redistribution seraient à envisager en refondant la protection sociale.

C'est ainsi que le retour à un Etat providence, associé à l'économie sociale, pourrait constituer une force, considérant la crise écologique et les mutations technologiques comme des sources de défis sociaux : les inégalités sociales nourrissent les crises écologiques, et ces dernières grossissent en retour les inégalités sociales. Les études de l'OMS montrent par exemple que l'environnement affecte de manière significative plus de 80% des principales maladies et détermine notamment les facteurs déclencheurs des maladies chroniques qui sont désormais à l'origine de près des deux tiers des décès annuels de la planète.

L'État Providence et les entreprises de protection sociale non lucrative, constituant un ensemble d'institutions et de protections contre les aléas de la vie, doivent désormais mieux prendre en compte les risques naturels. Notons que ce lien entre santé et environnement a été très tôt établi dans l'Histoire, Éloi Laurent, auteur du concept de l'État social écologique, cite ainsi la date de 1306 lorsque le roi d'Angleterre Edouard 1er tenta d'interdire l'usage du charbon à Londres pour des motifs sanitaires en raison de l'épais nuage de pollution au soufre qui enveloppa la ville.

Un État Providence «social-écologique » devrait assumer les fonctions d'allocation, de répartition et de stabilisation, en palliant aux défaillances du seul marché. Il aurait aussi à renforcer impérativement le contrat intergénérationnel.

En grande cohérence avec sa stratégie originelle et toujours actuelle, l'Ipse, suggère que se rassemblent les acteurs sociaux, les partenaires sociaux de travailleurs et d'entrepreneurs, les ONGs, les organisations de consommateurs et de patients.

L'objectif n'est-il pas de redéfinir un nouvel horizon : celui d'une société inclusive, où l'économie n'est pas une fin en soi, où le travail et l'emploi visent le développement et l'épanouissement humain, où les inégalités sont réduites et où les risques sociaux et environnementaux sont pris en charge collectivement .■

for a return to the welfare state associated with the social economy!



Dominique Boucher
Délégué général de l'Ipse

The social ecological transition has undoubtedly become a major subject. Most research, contributions and proposals, albeit relatively recent in their density, alert to the risk of fast disintegration of what builds our societies, making the social bond an obsolete object. Remember, though, that already in 1974 a certain René Dumont considered that development was not an economic problem, of the social system, or of the technology, but rather the resulting balance of those three, based on the quality of the relationships between human beings. Conversely, carried by the western winds around the globe, neoliberal voices (as opposed to the true libertarians) advocate a radical liberalism, defying solidarity policies, ignoring the rise of inequality, carried fast to the pinnacle by means of digitalization and ecological perils. The two significantly affecting public health.

The climate and the technological revolutions, two indissociable futures for the next 20 or 30 years, are somewhat related by their huge consequences on all living beings. Acting in the face of climate change and trying to frame the digitization of the economy will have combined impacts on the economy, taxes and employment, and health, namely in a holistic, non-reductive vision of mankind.

Remember that there are two versions to these probable evolutions, expressed originally by Philippe Pochet. The first, is a radical evolution, largely manageable in the current institutional framework: «It is not about changing of software but to adapt». As regards social protection, it is about adapting it to the new professional careers. The second is a paradigm shift, no longer a question of adaptation, but about revising completely the fundamentals of the human society.

In addition, there are two apprehensions concerning the drivers of these upheavals. The digital revolution focuses on competition and innovation. Priority is given to platforms that create added-value, typical of what feeds capitalism. On the contrary, the ecological agenda privileges the social economy, the cooperation, the need to find solutions in common. This matter is so much more complex as we have to revisit radically our ways of life and convince extremely

diversified populations. Hence, it is under the scope of an economy of reasonably declining GDP, and not the real economy, that new modes of redistribution would have to be considered when recasting the social protection.

Therefore, the return to a welfare state associated with the social economy, could constitute a strength, considering the ecological crisis and the technological changes as the sources of social challenges: social inequalities feed ecological crises, and the latter, in return, grow the social inequalities. WHO studies show, for example, that the environment affects significantly more than 80% of the main diseases and determines especially the triggering factors of chronic diseases that are now responsible for two thirds of the annual deaths worldwide.

The welfare state and the non-profit social welfare enterprises constitute a set of institutions and protection against the vagaries of life and must henceforth better take in account the natural hazards. Note that this link between health and environment has been very early established in History. Eloi Laurent, author of the ecological welfare state concept, mentions 1306 as the date when Edward I, King of England, tried to ban the use of coal in London for health reasons, because of the thick cloud of pollution that enveloped the city.

A «social-ecological» welfare state should assume the allocation, distribution and stabilization functions, redressing the failures of the free market. It should also imperatively strengthen the intergenerational contract.

In great coherence with its original and always up-to-date strategy, IPSE suggests that social actors, workers' and employers' social partners, NGOs, consumer organizations and patients come together with the purpose of redefining a new horizon: that of an inclusive society, where the economy is not an end in itself, where labour and employment aim at the development and human fulfilment, where inequalities are reduced and social and environmental risks are borne collectively. ■



La jeunesse grecque

acculée à l'émigration

Après Athènes, la seconde ville au monde à compter le plus de citoyens grecs est... Melbourne, capitale culturelle et sportive de l'Australie ! Si l'émigration grecque en Australie est un fait historique depuis la première moitié du XIX^{ème} siècle, elle a connu un très net regain depuis la crise de 2008. Au reste, elle n'est pas sans provoquer l'effarement des gréco-australiens arrivés dans le pays pour des raisons politiques suite au coup d'état militaire de 1967...

Confrontée à un chômage de masse dont le taux avoisine les 50% pour les moins de 25 ans, la jeunesse grecque est acculée à l'exil. Fragilité du marché du travail, destruction de l'Etat-providence sous l'effet des politiques d'austérité, administration inefficace... Face à cette émigration sans précédent des jeunes diplômés, le gou-

vernement d'Alexis Tsipras tente à grand peine de contenir l'hémorragie. En plus de priver le pays de travailleurs et d'ingénieurs qualifiés, cet exil forcé entraîne également une crise démographique sans précédent dans l'histoire contemporaine du pays.

En juillet 2016, Endeavor Greece, un réseau de jeunes entrepreneurs, publiait une enquête sur l'exil des grecs au lendemain de la crise de 2008. Largement commentée dans les médias suite à sa publication, cette enquête faisait valoir que 350 000 grecs se seraient expatriés entre 2008 et 2016. Pour un pays de 11 millions d'habitants, cet exode constitue une véritable hémorragie. Au même moment, la Banque de Grèce publiait une étude indiquant que plus de 427 000 grecs avaient quitté leur pays en raison de la crise.

Les raisons de cet exode massif ? Les conséquences de la crise économique mais aussi un très large ressentiment de la jeunesse grecque envers l'élite politique du pays.

La crise et ses conséquences

En 2010, afin d'éloigner le spectre d'une banqueroute imminente, la Grèce signe avec le FMI, la Banque centrale européenne et la Commission européenne un accord de prêt conséquent en échange de l'application de mesures d'austérité pour le moins draconiennes. Les réformes du marché du travail ont ainsi renforcé la flexibilité et poussé une grande masse de travailleurs vers la précarité. **Aujourd'hui, le Ministère du travail grec estime à 200 000 le nombre de salariés à temps partiel mais qui dans les faits travaillent à temps plein.** C'est

sous le régime du travail à temps partiel qu'ont lieu la moitié des nouvelles embauches, et **le gouvernement évalue à 20% le nombre de travailleurs non-déclarés.**

Les politiques d'austérité ont également eu de dramatiques conséquences sur le pouvoir d'achat des grecs. **Depuis 2010, les salaires ont baissé de 40% en moyenne.** Le salaire minimum s'élève au-

Avec le départ d'une grande partie des moins de 40 ans, c'est toute une génération en mesure de faire des enfants qui fait défaut au pays. Selon les statistiques officielles, la Grèce compterait en 2016 300 000 habitants de moins qu'en 2010. Les politiques familiales, réduites à néant par le fait des politiques d'austérité, n'incitent guère les jeunes couples

L'édition 2016 de l'Eurobaromètre révélait que le pessimisme des grecs à l'égard de la situation économique était le plus développé dans l'Union européenne (70% contre 46% dans le reste de l'UE). En outre, les grecs manifestent une très large défiance envers les institutions et les deux partis politiques qui ont dominé le pays durant 40 ans (le PASOK, centre-gauche et Nouvelle Démocratie, droite conservatrice). Tenus pour responsables de la crise, ceux-ci sont également désignés comme étant à l'origine des dysfonctionnements latents de l'administration du pays. Récemment éclaboussés par un scandale de corruption de grande ampleur, ces deux partis sont aujourd'hui largement rejetés pour avoir instauré un vaste système de corruption et de clientélisme.

L'échec du gouvernement d'Alexis Tsipras d'imposer aux créanciers de la Grèce une autre voie que les politiques d'austérité est un autre motif de pessimisme pour la jeunesse grecque. À travers le programme « Return to Greece », le gouvernement de gauche cherche à favoriser le retour des jeunes diplômés dans leur pays de naissance, sans grande réussite toutefois. Dans les témoignages lisibles dans la presse, ceux-ci insistent le plus souvent sur le caractère temporaire de leur exil, promettant de revenir au pays - à la condition d'une embellie, même légère, de son économie... ■



«Hope Dies Last», Graffiti de WD, Athènes, Psiri, 2015.

jour d'hui à 586 euros bruts, et culmine à 510 euros bruts pour les moins de 25 ans.

Pour fuir cette précarité galopante, les jeunes diplômés grecs sont nombreux à choisir de partir, ce qui n'est pas sans provoquer des conséquences néfastes pour leur pays d'origine... Car ce mouvement migratoire concerne essentiellement des travailleurs et des ingénieurs qualifiés. Ainsi, la Grèce investit dans la formation des jeunes actifs sans bénéficier par la suite de leurs compétences acquises. Toujours d'après le réseau Endeavor, ces jeunes diplômés généreraient un surcroît de croissance de 12,9 milliards d'euros dans les pays qui les accueillent (Allemagne et Royaume-Uni majoritairement) et des rentrées fiscales à hauteur de 9,1 milliards d'euros. Les expatriés grecs auraient ainsi produit 50 milliards d'euros de richesse au bénéfice de leur pays d'accueil.

Autre conséquence de cet exode massif, la **Grèce connaît aujourd'hui une crise démographique de grande ampleur.**

à procréer. Ce déficit démographique a également servi de prétexte de la part des différents gouvernements pour augmenter la fiscalité et diminuer les pensions des retraités, cette tranche de la population augmentant plus vite que les autres.

Le rejet d'une classe politique





INTERVIEW

l'Éxode des jeunes grecs

Pour nous rendre compte de l'ampleur et des réalités du phénomène de l'exode des jeunes Grecs, le 13 février 2018, Myriam Serres, chargée de missions Ipse a rencontré Zoitsa, chef de projets européens d'origine grecque.

L'exil des jeunes Grecs est-il selon vous un phénomène important ? Pouvez-vous le constater ?

Depuis 2009, c'est un phénomène que je constate très fréquemment autour de moi. J'ai par exemple le cas de ma cousine partie en Angleterre à 28 ans pour y trouver du travail. Les personnes qui partent sont souvent diplômées et ont généralement entre 25 et 35 ans. Mais il peut arriver que certaines personnes partent alors qu'elles ont déjà fondé un foyer afin de pouvoir envoyer de l'argent à leur famille restée au pays. Il arrive également que certaines personnes quittent le pays en couple ou avec des amis afin

de ne pas se retrouver seuls une fois sur place.

Ce phénomène est vraiment notable depuis quelques années au point que le premier Ministre (l'équivalent du Président de la République en France) lance un appel pour demander aux jeunes de rentrer au pays. En effet, les jeunes sont l'avenir de la nation et certaines professions tels que les scientifiques ont déserté le pays.

Pourquoi les jeunes quittent-ils la Grèce ? Quelles sont les raisons qui poussent les jeunes à s'expatrier ?

La principale raison qui pousse les jeunes à s'expatrier est la difficulté à trouver du travail dans son domaine de formation. Beaucoup de jeunes diplômés grecs ne trouvent pas d'emplois dans leur spécialité. C'était le cas de ma cousine qui avait une formation d'enseignante en primaire et qui ne trouvait pas de poste

Zoitsa



correspondant en Grèce. Beaucoup de jeunes qualifiés se retrouvent à faire des « petits boulots », dans la restauration par exemple.

Et lorsqu'ils parviennent à être embauchés dans le secteur qu'ils souhaitent, les salaires sont souvent très bas. Le SMIC Grec est ainsi inférieur à 700 euros. Les conditions de travail sont précaires. Par peur de perdre leurs postes, les salariés sont prêts à accepter des abus : heures supplémentaires non rémunérées, retard de paiement du salaire, etc...

Parviennent-ils à trouver une situation meilleure à l'étranger ?

Les personnes de mon entourage qui sont parties chercher du travail à l'étranger ont réussi à trouver rapidement un emploi dans leur branche professionnelle.

Ces personnes envisagent-elles de rentrer en Grèce si la situation s'améliore ?

Ces départs se font rarement de gaieté de cœur mais plutôt par nécessité. Les Grecs sont un peuple très attaché à ses racines et à leurs familles. Quitter la Grèce est souvent un déchirement. Ils partent donc dans l'idée de rentrer au pays dès que possible. ■



L'Ipse soutient les droits des travailleurs à domicile

Le lundi 12 Mars 2018, Myriam Serres, chargée de mission à l'Ipse et Jean Lapeyre, membre du Conseil d'Orientation ont participé à la seconde réunion des contributeurs au livre blanc européen de l'EFFE intitulé « emploi, famille et domicile dans l'Union Européenne : un enjeu politique et une contribution au progrès social et à la relance économique ».

L'EFFE, (fédération Européenne des emplois de la famille) vise à porter un modèle d'innovation sociale pour les concitoyens européens grâce aux services et aux emplois de la famille au domicile. L'écriture de ce livre blanc a pour objectif d'encourager la reconnaissance des emplois citoyens au domicile dans la perspective de la nouvelle mandature 2019-2023. Il s'agit de transformer un concept en un fait institutionnel par la recherche d'un consensus politique

sur les emplois de la famille. Ce livre blanc a donc pour ambition d'interpeller les décideurs européens sur cette question.

Cette réunion était rythmée par les interventions percutantes de Marie-Béatrice Levaux, présidente de l'EFFE et membre du conseil d'Orientation de l'Ipse. Elle a, entre autres, dressé un bilan de l'état actuel de l'Europe en insistant sur la nécessité d'une action concrète et urgente. L'état-providence n'est plus au cœur du projet européen. On note un désinvestissement public du secteur des services à domicile, aggravant les inégalités sociales. Le vieillissement de la population fait du domicile un lieu de travail. Et les particuliers employeurs ne savent pas toujours gérer cette situation. L'emploi des ménages doit être pris en



Marie Béatrice LEVAUX
Au nom des partenaires du secteur de l'emploi à domicile

compte dans les politiques pour plus de réglementation et de suivi.

Sans cette reconnaissance et compte-tenu des besoins de plus en plus élevés de services à la personne, le risque est l'émergence d'une sous-classe sociale informelle de travailleurs à domicile, c'est-à-dire sans droits des travailleurs, ni dialogue social.

Au cours de cette réunion, l'Ipse a rappelé son engagement sur la protection sociale des travailleurs et la mutualisation. Sa contribution écrite a été sollicitée en tant qu'expert dans ce domaine et plus particulièrement au vu de l'étude réalisée en 2017 sur les modes d'emploi à domicile. ■



5 orientations pour un Contrat d'Innovation Emploi & Domicile 2017-2022

Placer le domicile au cœur des politiques publiques



#1

Contribuer à la croissance économique et à l'emploi



#2



#3

Renforcer l'intégration et l'utilité sociale grâce à l'emploi à domicile

Initier un livre blanc européen « Famille et domicile dans l'Union européenne »



#5

Faire émerger la responsabilité sociale citoyenne comme enjeu sociétal

Communiqué de presse du 19^e Colloque Professionnel Ipse

COMMUNIQUE DE PRESSE

19^{ème} Colloque Professionnel Ipse

Paris le 1^{er} Mars 2018

Quelle place pour la protection sociale dans le cadre d'une transition sociale et écologique ?

Accueilli par le groupe Malakoff Médéric, le 19^{ème} Colloque Professionnel Ipse s'est tenu le 28 février à Paris. Intitulée « Quelle place pour la protection sociale dans le cadre d'une transition sociale et écologique ? », la manifestation a rassemblé experts de la santé, dirigeants et opérateurs de protection sociale, partenaires sociaux, économistes et journalistes. Animé par Denis Cheissoux, figure de « l'écologie joyeuse », producteur et animateur de l'émission « Co' mon amour » sur France Inter, ce Colloque a été fortement apprécié pour la richesse des différentes interventions et la grande qualité de ses débats.

Accueilli par **Dominique Plumion**, président de la SGAM Malakoff Médéric, ce 19^{ème} Colloque Professionnel Ipse avait pour volonté d'initier le débat autour du devenir de la protection sociale dans un contexte de transition sociale et écologique. En dépit d'une prise de conscience croissante des pouvoirs publics devant les risques liés au changement climatique, nos sociétés demeurent figées dans un modèle productiviste. L'émergence de nouvelles formes de travail fait également peser des risques sur la pérennité de notre modèle social. La digitalisation de l'économie peut servir également de prétexte pour la remise en cause du principe de solidarité au profit d'acteurs assurantiels guidés par une seule logique de profit.

En introduction, **Bernard Petit-Jean**, président de l'Ipse, a indiqué que ce Colloque s'inscrivait dans la droite ligne des précédentes manifestations Ipse et dans l'esprit de **notre Charte européenne des entreprises de la protection sociale**, privilégiant le long terme.

Dominique Boucher a pour sa part invité les participants de ce Colloque à inscrire leur action dans le temps face à des défis complexes qui vont durablement engager le futur de nos sociétés. Faire face au changement climatique et tenter d'encadrer la digitalisation de l'économie, ont des impacts conjugués sur toute l'économie, le taux et les formes d'emploi, la santé surtout dans une vision holiste et non réductrice de l'homme. Pour notre délégué général, **la question des inégalités demeure centrale, tant le numérique et la crise écologique les développent en ces temps.**

Premier intervenant de ce Colloque, le Professeur **Gérard Lasfargues**, directeur général délégué de l'ANSES et praticien hospitalier a fait part de sa grande préoccupation devant le développement des maladies chroniques dans certains secteurs de la population. **Etablissant un lien entre inégalités sociales et les inégalités face au climat**, il a fait part de la difficulté d'anticiper les risques pour l'agence publique en charge de dresser des recommandations au pouvoir publics en termes de santé et de prévention. « **L'innovation précédant l'évaluation des risques** », l'urgence est de cibler les populations les plus fragiles afin de pousser les pouvoirs publics à une réglementation audacieuse et efficiente.

Christophe Quarez, membre du Comité économique et social européen -au titre de la CFDT- a pour sa part présenté les principales recommandations de la chambre de la société civile organisée en vue de **protéger les travailleurs des plateformes numériques**, lesquels représentent 5% des actifs dans l'ensemble de l'Union européenne.

Cette préoccupation a été aussi soulevée par **Jean-Luc Molins**, secrétaire national de l'UGICT-CGT. Coordinateur d'une grande enquête de son organisation syndicale, réalisée avec l'Anact, auprès des salariés sur leurs conditions de travail. Jean-Luc Molins, loin de céder au fatalisme a indiqué que le « **numérique sera ce que nous déciderons d'en faire** ».

Economiste à l'Ofce, enseignant à Sciences-Po et professeur invité à l'université de Stanford, **Eloi Laurent** a été l'auteur d'une contribution remarquable sur le défi de la protection sociale-écologique. Après une remarquable démonstration du lien étroit entre crise écologique et crise sociale, Eloi Laurent défend l'idée qu'une protection sociale non-lucrative, soucieuse du temps long et de la mutualisation des risques, est plus à même de répondre aux défis environnementaux que des acteurs privés guidés par une seule logique de profit.

Fortement apprécié de ses participants, brillamment enrichi et animé par Denis Cheissoux, ce 19^{ème} Colloque Professionnel a été une occasion d'initier de nombreux débats et d'inviter acteurs sociaux, politiques, partenaires sociaux, opérateurs de protection sociale à s'engager durablement pour un futur solidaire et désirable d'une transition sociale écologique réussie puisqu'alors réfléchie et partagée !

L'Ipse publiera prochainement les actes de cette manifestation.

CONTACT PRESSE :

Camille Boucher, Chargé de missions

m@il : camille.boucher@euroipse.org

Tél. : 01 40 37 13 88 – Site : www.euroipse.org



Denis Cheissoux, Jean-Luc Molins, Eloi Laurent

Évaluer les nouvelles technologies de la santé : une affaire européenne

La santé peut-elle donner lieu à une coopération européenne ? La Commission Européenne a présenté le 31 Janvier 2018 une proposition de loi sur l'évaluation médicale afin de renforcer la coopération des états-membres dans ce domaine.

Il s'agit d'un projet de règlement pour mutualiser l'évaluation clinique des technologies de la santé. On appelle « technologies de santé » les médicaments, les dispositifs médicaux et autres outils reposant sur la technologie pour diagnostiquer ou traiter des maladies. Certains d'entre eux sont soumis à des autorisations de mise sur le marché. L'évaluation des technologies de santé permet de déterminer la plus-value de ces technologies par comparaison aux méthodes traditionnelles. Cette évaluation repose sur une synthèse de l'information disponible sur une technologie, il serait donc dommage de la limiter aux frontières d'un pays. De plus, ces tests peuvent impacter la fixation des prix et des remboursements ! Et jusqu'alors, l'Union européenne ne disposait pas de mesures réglementaires dans ce domaine.

Ce projet de loi permettrait de mettre en place des essais cliniques et des consultations scientifiques communes ainsi que l'étude conjointe des technologies émergentes de la santé. Cette proposition encourage également la coopération pour tous les dispositifs qui ne seraient pas concernés par l'évaluation obligatoire. Il s'agit en fait d'harmoniser méthodes et procédures à travers l'Europe et surtout d'éviter de refaire plusieurs

fois les mêmes évaluations d'un pays à l'autre. Cela garantirait aussi aux nations les moins favorisées de bénéficier d'une évaluation de leurs technologies.

Toutefois, cette loi ne fait pas l'unanimité puisque de grands Etats-membres considèrent que cette compétence doit être du ressort des autorités nationales. Le projet précise donc que les aspects économiques sociaux et éthiques des technologies de la santé (dont la fixation des prix et des remboursements) resteraient au niveau national. La mise en place de ces nouvelles obligations doit se faire en douceur. Une première période de trois ans aidera à faire les ajustements nécessaires dans la législation secondaire avant la date d'application du texte. Les trois années suivantes constitueront une période transitoire. La proposition doit maintenant être examinée par le Parlement Européen et le Conseil des Ministres.

D'autres débats animeront les institutions européennes cette année tels que :

- la communication sur la « santé numérique », traitant de transférabilité, mobilité et protection des données des patients entre pays de l'UE
- le sujet de la réticence aux vaccins
- ou encore : le financement du secteur de la santé dans le contexte du prochain cadre financier pluriannuel de sept ans

La santé et les nouvelles technologies, thèmes centraux pour l'Ipse seront donc au cœur de l'agenda européen 2018. ■

Détachement des travailleurs vers un accord définitif pour le premier semestre 2018 ?

Le 23 octobre 2017, le Conseil des ministres du travail de l'UE parvenait à un accord au sujet de la révision de la directive sur le travail détaché. Abusivement présenté comme une victoire française, le nouveau projet de directive prévoit notamment de limiter la durée de détachement d'un travailleur, une rémunération égale entre salariés détachés et locaux et une lutte plus stricte contre la fraude.



Pour être révisée de façon définitive, le projet de directive doit désormais recevoir l'approbation du Parlement européen. Problème, celui-ci, dans un rapport d'initiative rendu fin octobre se montre beaucoup plus ambitieux que le projet défendu par la Commission et le Conseil de l'UE. Dans son agenda dévoilé début janvier, Sofia se fixe pour objectif dans le cadre de la présidence bulgare du Conseil de l'UE, d'accélérer les négociations interinstitutionnelles en vue d'une révision définitive de la directive. Etant donné les divergences affichées entre les différents acteurs de cette négociation, il semble difficile de prévoir un accord définitif pour le premier semestre 2018. ■

Posted workers a definitive agreement on the first half of 2018?

On 23 October 2017, the EU Council of Labor Ministers reached an agreement on the revision of the posted work directive. Abusively presented as a French victory, the new draft directive provides to limit in duration the posting period of a worker, equal pay between seconded and local employees and a stricter fight against fraud. To be definitively revised, the draft directive must now be approved by the European Parliament. The problem is that, according to an own-initiative report at the end of October, this authority is much more ambitious than the project defended by the Commission and the Council of the EU. Within the framework of the Bulgarian presidency of the EU Council, Sofia sets itself in its agenda unveiled at the beginning of January the objective to speed up interinstitutional negotiations with a view to a final revision of the directive. Given the divergences displayed between the various players in this negotiation, it seems difficult to foresee a definitive agreement for the first half of 2018. ■



Evaluating health technologies: *a European case*

Can health be the subject of European cooperation? On January 31, 2018, the European Commission presented a proposal for a law on medical assessment in order to strengthen the cooperation of member states in this area.

This draft regulation aims at pooling the clinical evaluation of health technologies. What does the phrase “health technologies” means? There are drugs, medical devices and other



technology-based tools for diagnosing or treating diseases. Some of them are subject to marketing authorizations. Health technology assessments help to determine the added value of these technologies compared to traditional methods. This assessment is based on a synthesis of available information on a technology, so it would be a shame to limit it to the borders of a country. In addition, these tests can impact pricing and refunds! And until then, the European Union did not have regulatory measures in this area.

This bill would allow for the establishment of joint clinical trials and scientific consultations as well as the joint study of emerging health technologies. This proposal also

encourages cooperation for all devices that would not be included in the mandatory assessment. The purpose is in fact to harmonize methods and procedures across Europe and especially to avoid repeating several times the same assessments from one country to another. It would also ensure that the least favored nations benefit from an assessment of their technologies.

However, this law is not unanimous since large Member States consider that this competence should be the responsibility of the national authorities. The project therefore specifies that the economic, social and ethical aspects of health technologies (including pricing and reimbursement) would remain at the national level. The implementation of these new obligations must be smooth. An initial three-year period will help to make the necessary adjustments in the secondary legislation before the date of application of the text. The next three years will be a transitional period. The proposal must now be examined by the European Parliament and the European Council.

Other debates will animate the European institutions this year such as:

- Communication on “digital health”, dealing with transferability, mobility and patients’ data protection between EU countries
- the subject of reluctance to vaccines
- or the financing of the health sector in the context of the next seven-year multiannual financial framework

Health and new technologies, central themes for IPSE will therefore be at the heart of the 2018 European agenda. ■

Le dialogue social européen au point mort ?

En dépit des bonnes intentions affichées par la Commission européenne, le dialogue social à l'échelle de l'UE est aujourd'hui au point mort. Depuis 1985, on ne dénombre qu'une petite dizaine d'accords interprofessionnels conclus par les partenaires sociaux européens. Divergences de vues entre associations d'employeurs et syndicats, inaction de l'exécutif européen... La réforme constante de l'Europe sociale est liée à diverses réalités. Conçu à son origine pour devenir un pilier de la construction européenne, le dialogue social à l'échelle des 28 Etats membres est en outre méconnu par les salariés. Un récent sondage mené par le groupe Humanis - adhérent de l'Ipse - indique que le principe même d'accords interprofessionnels européens est quasiment ignoré des travailleurs en Europe. Or, de l'aveu même de ces acteurs, une relance du dialogue social dans l'UE permettrait certainement de réenchanter l'idéal européen.

En 1985, sous l'impulsion de Jacques Delors, les premiers accords interprofessionnels européens étaient conclus lors d'une réunion entre partenaires sociaux au Château de Val-Duchesse, près de Bruxelles. Depuis, seulement une dizaine d'accords de ce genre ont été conclus à l'échelle de l'UE. Consacré par l'Acte Unique en 1986 puis annexé au traité de Maastricht en 1992, le dialogue entre partenaires sociaux est au point mort depuis la très libérale Commission Barroso (2004-2014). Deux associations d'employeurs sont alors désignées comme interlocuteurs patronaux : l'UNICE (devenue Business Europe) et la CEEP¹. La Confédération européenne des syndicats (CES) défend quant à elle les droits des salariés.

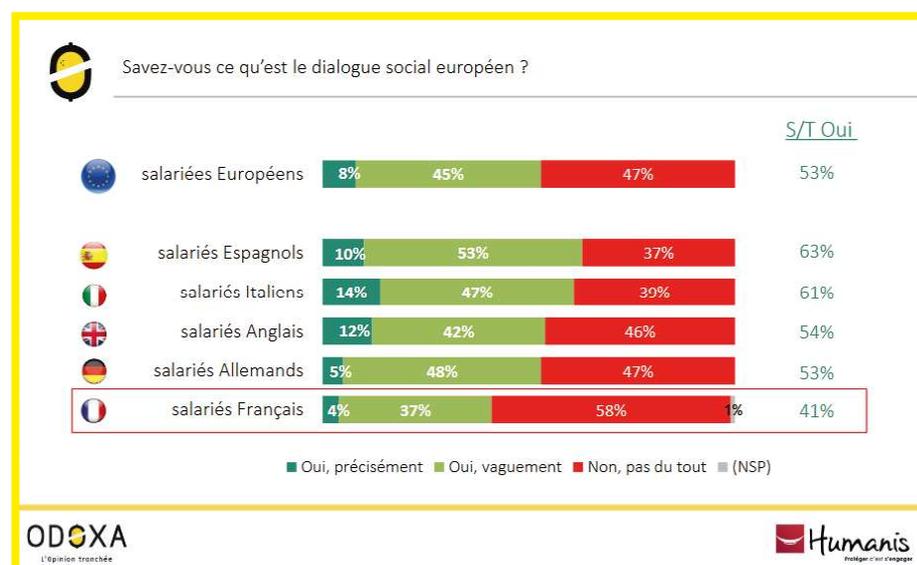
Trois accords-cadres ont débouché sur des directives, portant notamment sur le congé parental (1995, révisé en

2009) le travail à temps partiel (1997) et à durée déterminée (1999). Plusieurs accords autonomes ont ensuite été mis en application par les partenaires sociaux eux-mêmes au niveau national sur le télétravail (2002), le stress au travail (2004), le harcèlement et la violence au travail (2007). Les mises en œuvre dans l'ensemble des pays de l'UE se sont toutefois avérées inégales notamment dans les pays où la tradition sociale est la moins avancée.

En outre, un sondage² réalisé par la société Odoxa pour le groupe Humanis dévoile la méconnaissance presque absolue des salariés européens à l'égard

Vivace dans certains secteurs comme le BTP, la construction ou l'agriculture, notamment pour favoriser la mobilité du travail, le dialogue social en Europe ne semble pas constituer une urgence pour la Commission et ce malgré les louables intentions affichées de longue date par son président Jean-Claude Juncker. En ce début d'année 2018, sa relance se fait toujours attendre...

Ancien négociateur de la CES et membre du Conseil d'orientation de l'Ipse, Jean Lapeyre a consacré un ouvrage autour de l'histoire du Dialogue social européen³. Salué par les observateurs de la réalité sociale en Europe pour sa



d'un tel dispositif. Cette dimension sociale du modèle européen n'est connue que de 8% des travailleurs de l'UE. C'est notamment en France, à en croire l'étude, que les actifs seraient les moins bien informés de l'existence d'accords interprofessionnels européens. Une sorte de pied de nez à l'histoire comme le souligne Emile Leclerc, directeur d'études chez Odoxa, lorsque l'on sait que c'est à l'initiative du français Jacques Delors que furent scellés les premiers accords entre partenaires sociaux en Europe.

densité et la finesse de son analyse, Jean Lapeyre invite les acteurs du dialogue social européen à ne pas sombrer dans la nostalgie d'un âge d'or révolu, celui des Commissions Delors et Prodi. En conclusion de cette somme, Luca Visenti, secrétaire général de la CES, invite les partenaires sociaux à redoubler d'ambition pour une Europe solidaire et inclusive, seule façon de réenchanter un idéal européen aujourd'hui fragilisé. ■

1 : Centre européen des employeurs et entreprises fournissant des services publics

2 : Enquête réalisée entre le 23 août et le 14 septembre 2017 sur un échantillon représentatif de 4258 salariés européens

3 : Le dialogue social européen, Histoire d'une innovation sociale (1985-2003), éditions de l'Etui, Bruxelles, 2017

Accord de libre-échange UE - Mercosur : pourquoi ça coince ?



L'Argentine, le Brésil, le Paraguay, l'Uruguay et la Bolivie. Le Venezuela a été suspendu de sa participation en 2017

Depuis 2010, la Commission européenne et cinq pays d'Amérique Latine - regroupés au sein du Mercosur - ont engagé

des pourparlers en vue de l'adoption d'un accord commercial de libre-échange. Annoncées pour être conclues fin 2017, les négociations sont aujourd'hui dans l'impasse. En Europe, les éleveurs de la filière bovine redoutent la très forte attractivité des prix du bœuf argentin ou brésilien. Déjà échaudés par l'adoption du CETA, les éleveurs européens maintiennent la pression sur les pouvoirs publics pour repousser la signature d'un accord. Les inquiétudes se portent également sur les facilités d'importation d'éthanol alors que le marché des carburants verts en est à ses prémices sur le Vieux continent. En dépit de cette fronde du monde agricole, la Commissaire européenne au Commerce, l'inénarrable Cécilia Malmstrom promet l'adoption d'un accord d'ici la fin du premier trimestre 2018.

Bien qu'infirmé par de nombreux économistes de renom, l'aberrant sophisme selon lequel le libre-échange est source de création d'emplois et de performance économique semble avoir la vie dure à la Commission européenne. Après le Canada et le Japon en 2017, l'UE s'apprête à conclure avec le Mercosur un accord de libre-échange. Celui-ci prévoit une forte diminution voire à moyen terme une totale suppression des droits de douanes sur certains produits. Engagées depuis 2010, ces négociations, comme à l'ordinaire lorsqu'il s'agit d'accords de libre-échange, se sont déroulées dans la plus grande opacité.

Initialement prévues pour aboutir fin 2017, les négociations ont toutefois été interrompues à la demande des européens en marge d'un sommet réuni fin décembre à Buenos Aires. Sous pression de la France et de la Belgique, la Commission - mandatée par les 28 Etats membres - indiquait aux négociateurs du Mercosur son souhait que ceux-ci ne revoient à la baisse leurs demandes sur les quotas de viande ou d'éthanol à exporter sur le Vieux continent. En outre, l'UE attendait en retour des concessions sur ses exportations de lait, de fromage et de vin, ainsi que des baisses de droits de douane plus substantielles sur les voitures et leurs pièces détachées.

Depuis, l'Union européenne a infléchi sa position, notamment grâce

au surprenant revirement français sur le dossier. En dépit des réserves affichées par son ministre de l'agriculture Stéphane Travert, Paris espère une conclusion rapide des négociations. Européens et sud-américains s'inquiètent en effet de l'issue encore incertaine des élections présidentielles au Brésil prévues pour le mois d'Octobre et souhaiteraient à cet effet aboutir à un accord dans les meilleurs délais.

En plus de menacer la filière bovine européenne, un traité transatlantique UE-Mercosur aurait de lourdes conséquences sur le plan écologique. En Amérique du Sud, les ravages de l'agriculture productiviste sont à l'origine de la tragique déforestation de la forêt amazonienne. Le modèle productiviste a en outre fragilisé l'existence des exploitations familiales, générant une importante migration de populations vers les villes et une paupérisation accrue du monde agricole. Moins avancée qu'en Europe, la législation sur les pesticides a été à la source de scandales sanitaires de grande ampleur, notamment l'an passé au Brésil.

Attendu pour la fin du premier trimestre 2018, cet accord de libre-échange devrait générer 4 milliards d'euros de retombées immédiates pour les entreprises européennes d'après la Commission. On peut le regretter mais l'exécutif européen, à notre grand étonnement, n'a jusqu'ici fait aucune mention de son coût écologique et social. ■

Le lourd passé de la Bulgarie laisse des traces

Du 1^{er} Janvier au 30 Juin 2018, c'est la Bulgarie qui assure la présidence de l'Union Européenne. Ce pays assez discret pourrait bien nous surprendre.

La Bulgarie a fixé ses priorités pour la Présidence :

- Une partie de son action sera consacrée aux Balkans. Elle souhaite élaborer un plan d'action sur leur adhésion. La Serbie et le Monténégro ont déjà entamé des négociations d'adhésion à l'Union. Quant à l'Albanie et à la Macédoine, elles ont reçu le statut de pays candidats. Elle désire améliorer la connectivité dans cette région (transports, télécoms, énergie) ainsi que les relations entre l'UE et cette zone.
- L'avenir de l'Europe et les jeunes (promotion du développement précoce des enfants, modernisation des systèmes et des programmes éducatifs européens, renforcement de la cohésion sociale par l'apprentissage) constitueront un deuxième axe de travail en se focalisant sur la croissance économique et le financement de la politique de cohésion.
- Une partie de leurs efforts sera consacrée notamment à la sécurité, en mettant l'accent sur le renforcement du contrôle des frontières, l'échange d'informations entre les différentes autorités et sur la prévention.
- Le développement technologique, et tout ce qui y est associé : marché numérique unique, accès aux innovations, lien entre l'éducation et les exigences du futur marché du travail sont également un

aspect fondamental à traiter.

La Bulgarie, dont la population représente à peine 1,4% de la population de l'Union Européenne et qui a été couronné « pays le plus pauvre de l'UE », sera-t-il à même de mener à bien ces chantiers ? Malgré une bonne croissance économique, le pays doit faire face à de graves difficultés.

Le régime de protection sociale bulgare couvre tous les risques : accidents du travail et maladies professionnelles, maladie, maternité, vieillesse, chômage, invalidité, décès, et délivre des prestations familiales. Une sécurité sociale est prévue pour les salariés travaillant plus de 40 heures par mois. Mais la qualité des soins fournis n'y est pas très bonne. L'image du système de soin est si mauvaise que les médecins eux-mêmes conseillent aux parents d'enfants handicapés d'abandonner leur progéniture (et par ailleurs, le taux d'abandon d'enfants de 0 à 3 ans est particulièrement élevé). De même, l'espérance de vie y est la moins élevée d'Europe après la Lituanie.

Ce phénomène participe à une crise démographique liée à l'exode et à l'échec des politiques natalistes. Et la présence des ultra-nationalistes dans la coalition au pouvoir ne permet pas de faire appel à des travailleurs étrangers.

Mais le problème majeur qui mine le pays est la corruption : école crèches, médecine, elle est partout ! Le dernier rapport publié par la Commission sur les mesures prises par la Bulgarie pour tenir ses engagements en matière de réforme du système judiciaire et de lutte contre la corruption, montre des lacunes persistantes et une lenteur des réformes. Cette corruption plonge ses

racines dans l'histoire du peuple Thrace qui déjà avait pour coutume de couvrir le roi de cadeaux en sus des impôts. Ces présents témoignaient d'un pouvoir despotique et constituaient une forme de pillage. Les pots-de-vin étaient monnaie courante en général dans la société. Au cours de l'occupation ottomane, la population Bulgare non musulmane était également en proie à des massacres, des impôts et des corvées, institutionnalisant la violence qui se retrouve encore aujourd'hui dans la recrudescence d'assassinats d'hommes d'affaires et de hauts responsables.

Mais laissons le passé derrière nous et voyons plutôt les bienfaits que l'Union Européenne et la Bulgarie peuvent s'apporter mutuellement. Selon le président du Parlement, Antonio Tajani, « la Bulgarie a été un partenaire fiable sur le contrôle des frontières, c'est un moteur de croissance et de stabilité dans la région ». Si nous ne laissons pas une chance à ces « petits pays », comment construire une Europe soudée ?

L'Ipse a entretenu durant de longues années des rapports étroits avec ce pays à l'histoire riche et mouvementée. Cette collaboration a été réalisée au moyen d'interventions de Dominique Boucher à travers les travaux de l'Ipse sur des sujets de protection sociale auprès des partenaires sociaux bulgares (dans le cadre de négociations avec le FMI ou encore de la mise en place du dialogue social dans le pays etc). La participation assidue d'Assya Genova, dirigeante de la confédération syndicale KNSB au Conseil d'orientation de l'Ipse durant une dizaine d'années a permis de renforcer et d'approfondir ces liens. ■

The heavy past of Bulgaria leaves traces

From January 1st to June 30th, 2018, of the European Union. This rather discreet country could surprise us.

Bulgaria has set its priorities for the Presidency:

- Part of its action will be devoted to the Balkans. Bulgaria wants to develop an action plan on the membership of countries from that region. Serbia and Montenegro have already started accession negotiations to the Union. As for Albania and Macedonia, they have received the status of candidate countries. Bulgaria wants to improve the connectivity in the region (transports, telecoms, energy) as well as relations between the EU and this area.
- The future of Europe and youth (promoting the early development of children, modernizing European education systems and programs, strengthening social cohesion through learning) will be a second line of work focusing on economic growth and the financing of cohesion policy.
- Part of their efforts will be devoted to security, with emphasis on strengthening border control, exchanging information between authorities and on prevention.
- Technological development and all that is associated with it: a single digital market, access to innovation, the link between education and the demands of the future labour market is also a fundamental aspect to be addressed.

Will Bulgaria, whose population represents barely 1.4% of the total EU

population and that has been deemed the “poorest country in the EU”, be able to carry out these projects? Despite a good economic growth, the country faces serious challenges.

The Bulgarian social protection scheme covers all risks: accidents at work and occupational diseases, sickness, maternity, old age, unemployment, disability, death, and provides family benefits. Social security is assured for employees working more than 40 hours per month. But the quality of care provided is not very good. The image of the health care system is so bad that the doctors themselves advise parents of children with disabilities to abandon them (and the rate of child abandonment aged 0 to 3 is particularly high). Similarly, life expectancy is the lowest in Europe, after Lithuania.

This phenomenon is part of a demographic crisis linked to the exodus and failure of pro-birth policies. And the presence of ultra-nationalists in the ruling coalition does not allow for the hiring of foreign workers.

But the major problem that undermines the country is corruption: schools, nurseries, hospitals, it's everywhere! The latest report by the Commission on measures taken by Bulgaria to fulfil its commitments on judicial reform and the fight against corruption shows persistent shortcomings and slow reforms. This corruption has its roots in the history of the Thracian people, who used to cover the king with gifts in addition to taxes. These presents testified to a despotic power and constituted a form of plunder. Bribes were commonly used in society. During the

Ottoman occupation, the non-Muslim Bulgarian population was also plagued by massacres, taxes and chores, institutionalizing the violence that is still present today in the resurgence of assassination of businessmen and senior officials.

But let us leave the past behind and look at the benefits that the European Union and Bulgaria can bring each other. According to the President of European Parliament, Antonio Tajani, “Bulgaria has been a reliable partner on border control and it is an engine of growth and stability in the region”. If we do not give a chance to these “small countries” how can we build a united Europe?

For many years, IPSE has had a close relationship with this country, with such a rich and eventful history. This collaboration has been carried out through interventions by Dominique Boucher through the work of IPSE on social protection issues with Bulgarian social partners (in the context of negotiations with the IMF or the establishment of the social dialogue in the country, etc.). The assiduous participation of Assya Genova, leader of the trade union confederation KNSB, in the IPSE Advisory Council for about ten years, contributed to strengthen and deepen these links. ■



Comment vont les Belges ?



Présentation des grands résultats pour la Belgique
2015 - 2017
Février 2018



Mieux comprendre la manière dont la population vit et ressent l'évolution de la société et du vivre-ensemble, tel est l'objectif du Baromètre Confiance et Bien-Être publié depuis trois ans par la Mutuelle Solidaritis.

En Belgique, Solidaritis Mutualité est chargée de la gestion, tant financière qu'administrative, de l'assurance obligatoire (secteurs des soins de santé et indemnités) et de l'assurance libre et complémentaire relevant de sa compétence. Pour cette troisième édition, le Baromètre met en évidence de nombreuses fractures au sein de la société belge. Également perceptibles dans le reste de l'Union européenne, ces fractures sont riches d'enseignements quant aux conséquences des politiques d'austérité sur le bien-être des populations. Depuis sa première édition, le Baromètre est considéré comme une référence majeure en Belgique. Repris dans l'ensemble de la presse nationale, il fait également l'objet d'émissions spéciales sur les principales antennes du pays. Depuis deux ans, Solidaritis ef-

fectue ce Baromètre pour la France en relation avec la MGEN. Le résultat de ce Baromètre qui laisse indiquer un regain d'optimisme dans la population française fera l'objet d'un développement dans le prochain Folio.

Les inégalités se creusent

Pour sa troisième édition, le Baromètre confirme une tendance manifeste sur ces dernières années : le creusement des inégalités. Parmi les six sous-indicateurs (Conditions de vie, qualité du relationnel, rapport à la société, image de soi, santé physique, santé psychique), seule la qualité du relationnel est en augmentation sur les précédents sondages. La famille apparaît comme une valeur refuge face au délitement du lien social tout comme l'amitié ou le couple. **Dans l'ensemble, la population belge est particulièrement inquiète pour**

“La famille apparaît comme une valeur refuge face au délitement du lien social tout comme l'amitié ou le couple”

son bien-être. Les personnes sondées font en effet état d'une dégradation de leur santé psychique et physique. **C'est notamment au niveau des populations les moins favorisées (25% de l'échantillon sondé) que se ressent le plus nettement cette dégradation.**

Les inégalités de genre semblent également persistantes. Si sur ces trois dernières années, l'indice fait état que 58% des hommes sondés se déclarent satisfaits de leurs conditions de vie, les femmes ne partagent la même opinion à hauteur de 53%. Ce chiffre est en baisse depuis les trois dernières éditions du Baromètre. Pour les femmes, la dégradation de leurs conditions de vie se manifeste surtout au niveau de leur santé physique ou psychique.

Contrairement à une idée reçue, la jeunesse semble plutôt optimiste, notamment pour la tranche des 18-24 ans. En augmentation depuis trois ans, l'indice semble confirmer une tendance qui s'est auparavant observée dans des sondages effectués par l'Institut Solidaritis pour les 18-30 ans. Pour Delphine Ancel, chargée d'études chez Solidaritis, cela s'explique surtout

par le fait que « cette jeunesse n'a pas à faire le deuil d'un âge d'or révolu (Etat-Providence, plein-emploi, etc.) ». A l'inverse, l'inquiétude est manifeste dans les tranches d'âge approchant de la retraite. Le recul de l'âge de départ à la retraite y est vécu comme une régression et une dégradation sensible des conditions de vie et de travail.

En trois ans l'indice global de confiance pour les familles monoparentales est passé de 55 à 43%. Cette baisse sensible de l'indice est notamment perceptible chez les femmes ayant un ou plusieurs enfants à charge.

La toute relative hausse de l'indice global de confiance chez les chômeurs s'avère pour le moins trompeuse. En Belgique comme dans d'autres pays de l'Union Européenne, les politiques publiques de ces dernières années ont contribué à une exclusion massive de chômeurs de longue durée du système d'assurance-chômage. Pour les inactifs qui ne bénéficient plus de la solidarité nationale, la dégradation des conditions de vie est très largement partagée. Ceux-ci tombent en effet dans un « cercle vicieux » d'après les conclusions du Baromètre.

Une dégradation des conditions objectives de vie

Pour cette édition 2018, le Baromètre indique que la population belge est satisfaite à hauteur de 73% de son système de santé. En recul depuis trois ans, la confiance des bénéficiaires s'étioule en raison de la difficulté pour des parts toujours plus croissantes de la population de recourir à un médecin spécialiste dans les meilleurs délais. Très médiatisée en France, la problématique des déserts médicaux est également une préoccupation de la population belge. Le temps d'attente à l'hôpital, à l'exception des urgences ou de l'accouchement, est aussi perçu comme trop long par une majorité des

personnes sondées, en hausse de 12% sur trois ans. Le recours à un professionnel de la santé mentale (psychologue, psychiatre, etc.) est également considéré comme très difficile. Une personne sur cinq renonce ainsi à des soins psychologiques pour des raisons de budget. Ils sont même plus de 20% chez les moins de 60 ans dans ce cas.

Les craintes liées au burn-out ont considérablement augmenté en l'espace de trois ans. Pour cette édition 2018, 49% des salariés belges craignent de connaître un jour un syndrome d'épuisement professionnel contre 40,9% en 2016. Fait nouveau en Belgique pour Delphine Ancel, la qualité du sommeil s'est sensiblement dégradée. En hausse de 7% sur trois ans, l'indice indique que 37,2% des belges somnolent ou s'endorment sur leur lieu d'activités (travail/étude) en raison d'un sommeil insuffisant.

La question alimentaire illustre aussi les inégalités sociales et économiques. Si plus de 50% des belges indiquent manger équilibré, ils sont plus nombreux (63%) chez les personnes diplômées que pour les personnes d'un niveau d'étude primaire (42,9%). Pour un plus d'un quart des sondés (27,4%), le manque de moyens financiers est à l'origine d'une alimentation déséquilibrée. Le Baromètre in-

dique également que la « corrélation entre l'indice de masse corporelle et le manques de moyens financiers pour se nourrir correctement est plus que frappant. » 65,8% des belges sont en outre inquiets de l'origine des produits alimentaires comme de leur confection. Cette préoccupation s'avère toutefois plus élevée chez les femmes (71,3%).

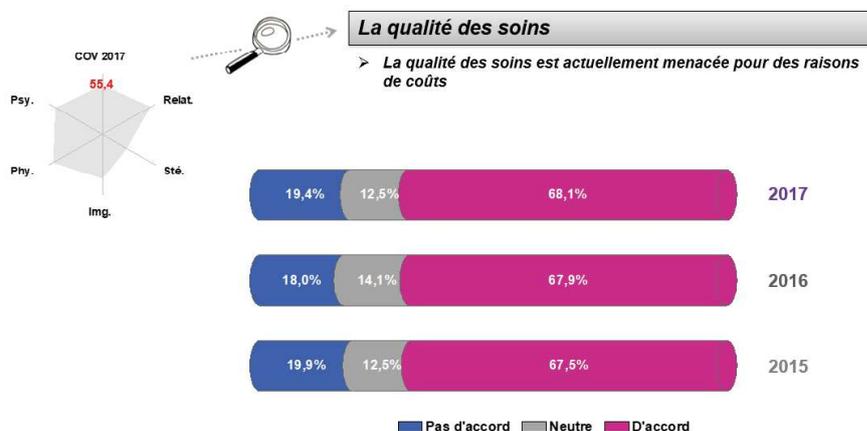
Une amélioration des rapports humains ?

En dépit d'une aggravation manifeste des conditions de vie ressentis dans la population, les rapports humains au sein du couple, de la famille et du travail sont ressentis comme en voie d'amélioration. Devant les difficultés matérielles, la solidarité est un indéniable vecteur de cohésion sociale.

En progression de quatre points sur un an, l'indice sur la qualité du relationnel démontre que 69% des belges sont satisfaits de leur vie sentimentale, 72% de leurs relations amicales.

Dans le monde du travail ou dans l'université, cette qualité du relationnel est mise en avant en dépit d'une inquiétante progression des cas de burn-out. Ils sont 65% parmi les personnes interrogées à considérer qu'il y a une bonne ambiance au travail ou à l'école et 72% à avoir le sentiment d'être

Conditions Objectives de Vie



appréciés par leurs collègues. Ils sont malgré tout 48% à avoir le sentiment que leur hiérarchie ne manifeste aucune considération à leur égard, chiffre en progression depuis trois ans. Cette pression accrue de la hiérarchie semble également avoir une incidence favorable sur le soutien entre collègues dans la difficulté. Ils sont en effet 55% à estimer (en progression de 10% en trois ans) à ne pas avoir à compter que sur eux-mêmes dans la difficulté.

Des institutions largement rejetées

En raison d'un climat politique instable et de nombreuses affaires de corruption, la défiance envers les institutions connaît un net regain sur cette édition 2018 du Baromètre Solidaris. Plus de 55% des belges estiment que la démocratie fonctionne mal dans leur pays. Les partis politiques sont en outre considérés comme inefficaces pour changer le cours de la société. Au niveau de la confiance envers les institutions, seules les mutuelles, la Sécurité sociale, l'éducation nationale et les associations de la société civile conservent une opinion plutôt favor-

able dans la population. A l'inverse, ils ne sont qu'un tiers à soutenir l'action des syndicats et 7% les partis politiques. Défiance également soutenue envers la finance et les assureurs privés en plus des grandes entreprises qui surnagent à 15% d'avis favorables.

Pour la première fois, le Baromètre a interrogé les belges sur leur relation à l'Europe. Etant plus de 85% à considérer que la mondialisation renforce les inégalités sociales à l'échelle planétaire, ils sont 63% à considérer que l'Union européenne est inefficace pour contrer les effets pervers de la globalisation.

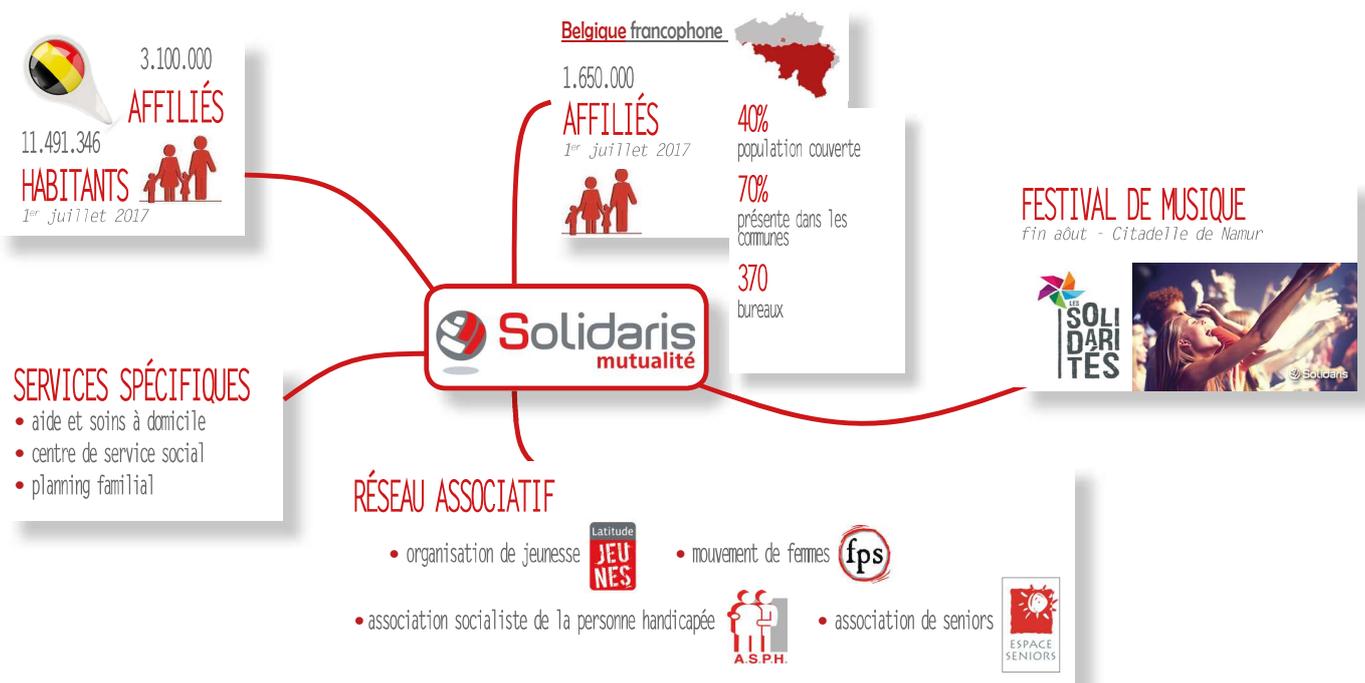
80% des belges indiquent que la dégradation de l'environnement les inquiète beaucoup. Ils indiquent même à un chiffre comparable que les effets du réchauffement climatique sont largement sous-estimés. Les efforts faits pour endiguer la dégradation de l'environnement sont même jugés inutiles pour 71% d'entre eux.

S'ils s'inquiètent de la montée du racisme (70% +4 points en trois ans), les belges estiment à 75% que les gens ont de moins en moins envie de vivre ensemble. En dépit de l'instrumentalisation xénophobe des attentats de

2016 par certains leaders politiques, ils estiment pour 45% d'entre eux que l'immigration est une chance et sont moins nombreux qu'il y a trois ans (47%) à trouver le nombre d'immigrés trop important dans leur société.

Le sentiment que la situation économique et sociale de leur pays se dégrade est largement partagé dans la population belge. L'inquiétude, plus manifeste dans les populations les moins aisées, concerne aussi la dégradation manifeste du système de santé. Largement rejetées, les institutions politiques sont également pointées du doigt pour leur manque de considération des inégalités et des effets du changement climatique. Enseignement principal et plutôt encourageant de ce Baromètre, la population belge souligne l'importance des solidarités (famille, couple, amis) pour faire front dans le contexte si peu reluisant des politiques d'austérité.

L'ipse tient à remercier très chaleureusement Delphine Ancel, responsable des études à la direction Marketing de Solidaris pour nous avoir présenté en exclusivité cette édition du Baromètre 2018. ■





En 2017, Reporters sans Frontières (RSF) publiait un rapport accablant sur la dégradation de la liberté de la presse dans le monde. L'Union européenne n'est hélas pas épargnée par ce phénomène. Dans le rapport annuel de RSF, des Etats membres comme la Hongrie et la Pologne font l'objet de critiques pour leurs tentatives de contrôle des médias publics. La Bulgarie, actuelle titulaire de la présidence du Conseil de l'UE pour le premier semestre de l'année 2018, est au dernier rang de l'indice pour les 28 Etats membres. En plus de menaces et d'attaques diverses, certaines réglementations contre le terrorisme comportent de graves atteintes à la liberté d'expression et d'information. RSF, à la suite d'autres associations de défense des journalistes, s'inquiète également de la mainmise des groupes financiers sur un nombre toujours plus croissant de médias écrits et audiovisuels, notamment en France.

Un net recul dans les pays récemment entrés

Dernier pays à avoir rejoint l'Union européenne en 2013, la Croatie a vu l'état global de la liberté de la presse

se dégrader en l'espace de quelques années. Le pays a ainsi perdu dix places dans l'indice mondial de la liberté de la presse édité chaque année par Reporters sans Frontières, passant d'une peu reluisante 64ème place à la 74ème. Fin janvier 2018, une délégation de journalistes européens s'est rendue à Zagreb pour interpeller le gouvernement conservateur croate. Désirant connaître les mesures qu'il comptait prendre afin de garantir l'indépendance et la liberté de la presse, la délégation a profité de l'occasion pour s'indigner des nombreuses pressions effectuées par divers groupes d'intérêt sur les programmes de la télévision publique. Fait plus alarmant, en novembre, des agents des services secrets se sont à plusieurs reprises rendus dans les locaux de la rédaction de la chaîne publique afin d'identifier les sources des journalistes. En dépit des engagements pris par le gouvernement pour garantir la liberté d'information, la vigilance demeure de mise pour RSF et son antenne locale.

Fin octobre 2017, une influente journaliste d'investigation maltaise était assassinée près de son domicile dans un attentat à la voiture piégée. Connue pour le sérieux de ses investigations

et la virulence de ses critiques contre la corruption du gouvernement et du principal parti d'opposition maltais, le sort de Daphne Caruna Galizia avait ému la presse du monde entier. Si trois suspects ont depuis été arrêtés, l'identité du commanditaire de l'attentat demeure à ce jour inconnu. Récemment reçue au Parlement européen où la salle de conférence de presse a été rebaptisée au nom de la journaliste assassinée, la famille de Madame Galizia a dénoncé « une opération marketing » de la part du gouvernement maltais à la suite de cette vague d'arrestation, persuadée que celui-ci entend conclure l'enquête au plus vite...

En Europe occidentale : main basse sur l'information ?

Dans les pays d'Europe où la liberté de la presse est historiquement plus établie, RSF s'inquiète des récents projets de lois antiterroristes instaurant une surveillance de masse et limitent en conséquence la liberté d'expression et d'information. Mais les inquiétudes se portent aussi sur la mainmise de grandes entreprises sur l'information. En France, 90% des médias sont contrôlés par 9 milliardaires, le plus souvent à la tête d'entreprises des télécoms ou du bâtiment public. Si plusieurs initiatives législatives récentes ayant pour but de consacrer le délit d'atteinte au secret des affaires ont échoué ces dernières années, l'incertitude demeure au niveau juridique. La prochaine transposition dans le droit national d'une directive européenne sur le secret des affaires laisse augurer de nombreuses inquiétudes.

Face à la montée de la violence et à la mainmise toujours plus grande de grands groupes industriels sur l'information, le risque est grand pour Reporters sans Frontières, que l'Europe ne perde à moyen terme « son rôle pionnier et moteur dans la protection et la liberté de la presse. » ■



Freedom of the press is deteriorating in the EU

In 2017, *Reporters Without Borders* published an overwhelming report on the deterioration of the freedom of the press across the globe. The European Union is unfortunately not spared by this phenomenon. In the RWB annual report, EU member states such as Hungary and Poland are criticized for their attempts to control public media. Bulgaria, the current holder of the EU Council Presidency for the first semester of 2018, ranks last in the index for the 28 member states. In addition to various threats and attacks, certain anti-terrorism regulations include serious violations of freedom of expression and information. RWB, following other journalist-defending associations, is also concerned about the financial groups' control over an ever increasing number of printed and audiovisual media, particularly in France.

A sharp decline in the countries that have recently joined the EU

The last country to join the European Union in 2013, Croatia has seen the overall status of its freedom of the press deteriorate within a few years. The country has lost ten places in the global index of press freedom published annually by Reporters Without Borders, down from an already lackluster

64th place to 74th. In late January 2018, a delegation of European journalists went to Zagreb to challenge the Croatian conservative government. Wondering what steps the Government would take to guarantee the independence and freedom of the press, the delegation took the opportunity to express its indignation at the many pressures exerted by various interest groups on public television programs. A more alarming fact: in November, Secret Service agents visited repeatedly the editorial offices of the public channel to identify the sources of journalists. Despite the government's commitments to ensure freedom of information, vigilance remains the order of the day for RWB and its local office.

In late October 2017, an influential Maltese investigative journalist was murdered near her home in a car bomb attack. Known for the seriousness of her investigations and the virulence of her criticisms against the corruption of the government and the main Maltese opposition party, the fate of Daphne Caruna Galizia touched the media all over the world. Although three suspects have since been arrested, the identity of the mastermind of the attack remains unknown. Recently received in the European Parliament, where a conference room was renamed in the name of the murdered journalist, the family of Mrs. Galizia

denounced "a marketing operation" by the Maltese Government as a result of this wave of arrests, believing that it intends to conclude the investigation as quickly as possible...

A sharp decline in the countries that have recently joined the EU

In the European countries where the freedom of the press is historically more established, RWB is concerned about recent anti-terrorism laws establishing mass surveillance schemes and therefore limiting the freedom of expression and information. But its worries are also about the stranglehold of big companies on information. In France, 90 % of the media is controlled by 9 billionaires, most often at the head of telecom companies or public construction. While a number of legislative initiatives to criminalize business secrecy have failed in recent years, uncertainty remains at the legal level. The upcoming transposition into national law of a European directive on business secrecy raises many concerns.

Faced with the rise of violence and the ever greater control of large industrial groups over information, Reporters Without Borders fears there is a major risk that Europe may lose "its pioneering and driving role in the protection and freedom of the press." ■



Pour éviter le chaos climatique et financier

Jean Jouzel, Pierre Larrourou
novembre 2017 - éditions
Odile Jacob

L'imminence d'une nouvelle crise financière ne fait guère de doute pour nombre d'économistes. L'endettement mondial, les bulles financières entretenues par les banques centrales... Une décennie après la crise des subprimes, l'éclatement d'une nouvelle bulle financière semble inéluctable. Ajoutons à ce sombre tableau, la perspective d'une crise écologique sans précédent, l'humanité n'ayant que trois ans devant elle pour inverser la courbe des gaz à effet de serre... Jean Jou-

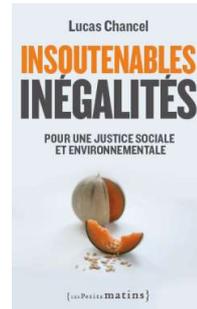
zel, climatologue et ancien vice-président du GIEC, et Pierre Larrourou, économiste, proposent un scénario de sortie de crise audacieux. Proposant des investissements dans la transition écologique à hauteur de 1000 milliards d'euros (le même montant pour renflouer les banques en 2008), Jouzel et Larrourou en appellent à un vrai Pacte-finance-climat européen. Plus qu'un simple ouvrage de perspective, une contribution majeure pour envisager un futur durable et désirable.



Jean Jouzel
Climatologue - Vice-président du GIEC
(Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat)



Pierre Larrourou
économiste et homme politique français, ancien conseiller régional d'Île-de-France



Insoutenables Inégalités Pour une justice sociale et environnementale

Lucas Chancel
novembre 2017 - éditions
Les Petits matins

Enseignant-chercheur à l'École d'économie de Paris et à Sciences-PO, Lucas Chancel est également co-directeur du Laboratoire sur les inégalités mondiales. Dans un essai percutant, il taille en pièces l'idée reçue selon laquelle les politiques environnementales et les politiques de justice sociale ne seraient pas conciliables. Dans les

pays du Nord comme dans les pays du Sud, ce sont les populations les plus fragiles économiquement qui paient le prix fort de la pollution atmosphérique. Chiffres à l'appui, Lucas Chancel défend l'idée que concilier justice sociale et préservation de l'environnement est un scénario plausible. Fiscalité écologique, meilleure prise en compte des politiques de protection sociale des risques environnementaux... De nombreuses pistes existent pour envisager à moyen terme un monde juste et durable.



Lucas Chancel
Co-directeur du laboratoire sur les inégalités mondiales à l'École d'Économie de Paris

La Revue de l'IRES

Crise et réformes au prisme de la santé

novembre 2017 - éditions IRES

Créée en 1989, la Revue de l'IRES est une revue pluridisciplinaire publiée par l'Institut de Recherches Économiques et Sociales (IRES). Elle porte sur des sujets intéressants l'ensemble des organisations syndicales : politique économique, marché du travail et politiques d'emploi, revenus et protection sociale, conditions de travail et activité de travail, etc...



Cette revue regroupe des articles de chercheurs issus de différentes disciplines et plus particulièrement des articles novateurs issus d'enquêtes empiriques ou mobilisant une méthodologie originale.

Le numéro 91-92 porte essentiellement sur les effets de la crise et des bouleversements induits sur la santé des populations. A travers des exemples concrets tels que celui du démantèlement des institutions Grecques de santé publique, la politique du médicament, les effets du chômage, ou encore la réforme de l'hôpital, les auteurs mettent en lumière les conséquences souvent négatives des politiques publiques sur la santé des populations mais aussi sur les conditions de travail du personnel soignant. Ces articles nous rappellent que les mesures prises ne peuvent reposer uniquement sur le principe d'efficacité. Elles ont une incidence sur notre santé.

« Transmets ce que tu peux de meilleur, transmets, transmets, et continue de mettre en route des projets au bénéfice de l'humain et de la nature qui vont perdurer. »



Annie-Claude Blondin

C'est par cette phrase de Pierre Rabhi que nous avons souhaité débiter en juillet 2016 la rubrique Santé-Environnement dans notre revue Folio. En effet, cette phrase s'inscrivait dans la vocation première de l'Ipse d'être un passeur d'initiatives. Au travers des différents thèmes sélectionnés et traités par moi-même et l'équipe dont j'avais la responsabilité, nous avons toujours cherché à attirer l'attention de chacun sur des sujets liés à la protection des individus, de leur environnement et par voie de conséquence de leur santé.

Des sujets pouvant prêter à polémique ont été abordés, mais peut-on polémiquer lorsque l'on parle d'environnement, de prévention et de santé ?

Que ceux qui ne nous ont pas soutenus se posent les bonnes questions, car il est bien plus simple de fermer les yeux que de s'attaquer aux problèmes de fond.

La transition écologique ne peut être juste abordée comme une contrainte environnementale, car c'est aussi une opportunité économique pourvoyeuse d'emplois et de solidarité à la seule condition de dépasser certains enjeux économiques immédiats mus le plus souvent par une seule logique comptable en plus d'être dévoués au dogme de la croissance.

L'environnement et la santé des individus sont aujourd'hui des préoccupations majeures mondiale, et pour affronter les catastrophes auxquelles seront exposées les populations les plus démunies et qui se profilent à un horizon très proche, la société civile se doit de s'appropriier ces sujets cruciaux fasse à la frilosité des pouvoirs publics pour engager de façon résolue nos sociétés vers une transition écologique et solidaire de nos économies.

Je quitte l'Ipse, en ce début de mars 2018, et je suis extrêmement fière de l'équipe que j'ai dirigée au cours de ces deux années mais aussi que des administrateurs comme Maurice Ballue, Jacques Minjollet et bien d'autres, nous aient fait partager leurs convictions à travers leurs témoignages dans notre rubrique Santé-Environnement.

Je vais rejoindre pour 6 mois en tant que Chargée de projets, l'équipe de la Fondation Suez et continuer ainsi à œuvrer pour le bien de l'humanité en promouvant des projets favorisant l'accès aux services essentiels pour les populations défavorisées des pays en développement et lutter contre l'exclusion sociale en France.

Je vous souhaite, à tous, administratrices et administrateurs le meilleur dans vos institutions. ■

Folliforme



de la forêt. Etablir ces plantations implique de détruire les habitations et l'environnement de ces populations, souvent chassées par la force. Elles se retrouvent bien souvent à vivre dans des bidonvilles et à devoir même travailler dans ces exploitations, comble de l'ironie. **En les employant, les entreprises exploitantes se vantent d'avoir sorti de la pauvreté des personnes qui gagnaient moins d'un euro par jour alors qu'avant leur arrivée, ces personnes vivaient en auto-suffisance. Désormais, la pauvreté ne cesse d'augmenter tout comme la malnutrition.** Plus que leur milieu de vie, c'est leur culture qui a été détruite, certaines plantes étaient pour eux symboliques et nécessaires à l'accomplissement de rituels caractéristiques de leur culture. Et les dommages collatéraux de ces destructions sont nombreux. Les petits paysans vivant près des exploitations d'huile de palme, par exemple, sont infestés de nuisibles et ne peuvent plus cultiver leurs terres. En effet, les pesticides utilisés dans les palmeraies repoussent les rongeurs et les insectes qui fuient massivement vers les terrains alentours appartenant à ces paysans. Des inondations se produisent car les nouveaux arbres sont incapables d'absorber le trop plein,

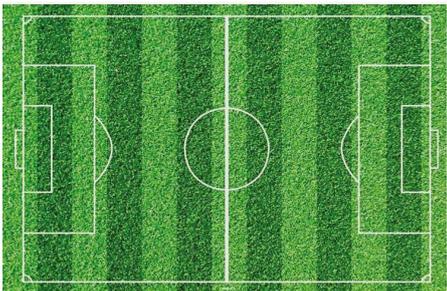
des guérillas sont déclenchées, etc... Peu de travaux ont été réalisés sur les droits humains dans les plantations. Toutefois, une représentante d'Amnesty Internationale, Sabine Gagnier, chargée de plaider pour les Entreprises et droits humains a expliqué qu'un rapport avait été rédigé en 2010 sur un géant du marché mondial et que ses constats pouvaient être généralisés à l'ensemble des exploitations d'huile de palme. **Il montre une violation massive de leurs droits en Indonésie : cas de travail forcé, objectifs inatteignables, peu de jours de congés, sexisme, problèmes de santé liés aux pesticides, intimidations, etc.**

Comment ces infractions peuvent-elles être commises ? N'existe-t-il pas des lois pour les prévenir ? Une norme existe : le RSPO (Roundtable on Sustainable Palm Oil). Etablie en 2004, la Table Ronde pour l'Huile de Palme Durable (Round Table for Sustainable Palm Oil) est une structure associative qui vise à promouvoir la croissance et l'utilisation



d'une huile de palme répondant à des critères précis de durabilité. Mais tous les acteurs présents lors de cette conférence étaient d'accord sur un point : l'insuffisance de cette norme. Les entreprises s'en sont saisis pour commercialiser leurs produits mais elle n'induit pas d'amélioration significative pour la population. Une huile produite sur un terrain déforesté peut être certifiée RSPO ! **Pire, cette certification ne donne aucun moyen d'action pour remédier aux violations commises.** Une autre certification a donc été mise en place, il s'agit du label POIG (Palm Oil Innovation Group) en 2013 dont les critères sont plus stricts. Mais quoi qu'il en soit, il n'est pas possible de déloger une entreprise déjà établie et encore moins de recréer une forêt détruite (cela prendrait des décennies pour avoir la même variété de végétation).

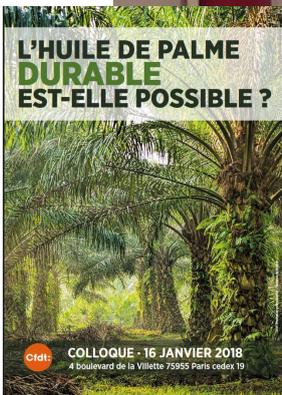
Que faire alors ? Certes, dans les pays concernés, des lois existent pour protéger les indigènes telle que l'Article XIV, section 17 de la Constitution de 1987 aux Philippines mais cette loi n'est pas mise en pratique. En générale, c'est l'application de la loi qui est défailante. Le système judiciaire est très lent et inefficace. Créer de nouvelles lois serait donc inutile. Une action syndicale pourrait



La surface équivalente à 1 terrain de football de terres boisées est rasée pour de l'huile de palme toutes les 3 minutes environ au Kalimantan en Indonésie



Folliforme



From right to left: Dario Novellino, Italian anthropologist, advocate of indigenous peoples, executive director of the Coalition Against Land Grabbing (CALG) association (speaking); John Mart Salunday, legal adviser of indigenous tribes, member of CALGA; Romeo Japson, member of CALG, Palawan tribe; Rustico Mauricio, Batak tribe

être précieuse mais souvent les indigènes ne la mobilisent pas car ils ne se considèrent pas comme des travailleurs. « La Cfdt fera pression au sein de la Confédération européenne des syndicats, comme elle le fait sur d'autres sujets », a déclaré Hervé Garnier. **Cette conférence avait pour objectif de tisser des liens assez solides pour faire pression sur les gouvernements.** D'autres actions, telles que le rapport d'Amnesty Internationale, peuvent être suivis d'effets. Dans cet exemple, les conditions de travail des ouvriers de Wilmar, se sont améliorées depuis la publication du rapport. Amnesty se sert également de Twitter comme levier d'action en interpellant publiquement les entreprises dont les fournisseurs ont de mauvaises pratiques. Au niveau européen, selon Julie Marsaud, coordinatrice du réseau santé à FNE, une vraie prise de conscience est à

l'œuvre. Le Parlement s'est prononcé le 17 Janvier 2018 en séance plénière dans le cadre de la révision de la directive sur l'énergie produite à partir de sources renouvelables (RED-2) pour **la période 2021-2030 pour l'élimination progressive de l'huile de Palme dans les biocarburants.** A voir si cette annonce sera suivie d'effets. Au cours des débats très riches qui ont suivi cette conférence, diverses pistes d'action ont été évoquées telles que boycotter l'huile de palme ou l'augmentation des coûts des certificats. Cette conférence a donc été un moyen pour les participants de mieux saisir les enjeux de la

culture massive d'huile de palme. Avec cette conférence, la Cfdt incarne un discours sociétal qui dépasse la simple défense des salariés. La Cfdt a choisi ce sujet inédit car **elle défend un modèle de développement porteur de progrès pour tous.** Il s'agissait de lancer l'alerte et de réfléchir collectivement, de sensibiliser un maximum d'acteurs, et enfin d'agir pour une société plus durable. ■





Palm oil

The consequences of the expansion of these plantations

before they arrived, these people were self-sufficient. Ever since, poverty, just like malnutrition, never ceased to increase. More than their living environment, it was their culture that was destroyed, some plants were symbolic to them and necessary for the performance of rituals characteristic of their culture. And the collateral damage of these destructions are numerous. Small farmers living near palm oil farms, for example, are infested with pests and can no longer cultivate their land. In fact, the pesticides used in palm groves repel rodents and insects that flee massively to the surrounding lands belonging to these farmers. Floods occur because the new trees are unable to absorb the overflow, guerrillas are triggered, etc...

On January 16, 2018, the CFDT hosted speakers and participants for a day devoted to palm oil. Myriam Serres, IPSE project manager, was present to learn more about the consequences of growing oil palms.

For this purpose, the CFDT brought representatives of indigenous tribes from the Philippines. This country aims to convert 8 million hectares of their territory into palm oil cultivation. Members of the Batak and Palawan communities came to discuss the consequences of the expansion of these plantations. Traditionally hunter-gatherers, the livelihood of these indigenous peoples depends mainly on the forest for sustenance, as well as medicinal plants and wood for the construction of huts. Their testimony makes us aware of the disaster represented by the destruction of the forest. Establishing these plantations involves destroying the homes and the environment of these populations, often driven out by force. They often find themselves living in slums and even having to work in these farms, ironically. By employing them, the exploiting companies claim having lifted from poverty people who earned less than one euro a day, whereas,



Palm oil is found in many food products, but also in the field of energy, such as biofuel production. The predominance of this oil is due to its often lower production cost compared to other oils. Its operation has allowed certain categories of people out of poverty but the ravages it produces are huge.

In order to produce, oil palms need space, a lot of space. And how to find all the necessary space? By destroying the forests! The damage to the flora and biodiversity is obvious but we often forget the fate of the local populations. Indeed, the exploitation of palm oil also has an impact on workers' health and human development and this conference focused on this point.



Little work has been done on human rights in plantations. However, Amnesty International's representative, Sabine Gagnier, Advocacy Officer for Business and Human Rights, explained that a report on a global market conglomerate was written in 2010 and that its findings could be generalized to all Palm oil exploitations. It shows a massive violation of human rights in Indonesia: forced labour, unattainable goals, few days off, sexism, health problems related to pesticides, intimidation, etc.

How can these offenses be committed? Are there no laws to prevent them? A standard does exist: the RSPO (Roundtable on Sustainable Palm Oil). Established in 2004, the Round Table on

Folliforme

Sustainable Palm Oil is an associative structure that aims to promote the growth and use of palm oil that meets specific criteria of sustainability. But all the actors present at this conference agreed on one point: the inadequacy of this standard. Companies have been using it to market their products but it has not brought significant improvement for the population. Oil produced on deforested land may be RSPO certified! Worse, this certification does not give any means of action to remedy the violations committed. Another certification has been put in place in 2013, the Palm Oil Innovation Group (POIG) label, whose criteria are stricter. But, in any case, it is not possible to dislodge an already established company, least to recreate a destroyed forest (it would take decades for it to have the same variety of vegetation).



What to do then? In the countries concerned, laws do exist to protect indigenous people – such as Article

XIV, section 17 of the 1987 Constitution, in the Philippines – but this law is not put into practice. In general, it is the law enforcement that is failing. The judicial system is very slow and



inefficient. Creating new laws would be useless. Trade union action could be valuable, but often the natives do not mobilize because they do not consider themselves as workers. “The CFDT will lobby within the European Trade Union Confederation, as it does on other subjects”, said Hervé Garnier. The purpose of this conference was to build strong ties to put pressure on governments. Other actions, such as Amnesty International’s report, can be followed up. In this example, the working conditions of Wilmar workers have improved since the report was published. Amnesty also uses Twitter as a lever of action by publicly challenging companies whose suppliers have bad practices. At European level, according

to Julie Marsaud, coordinator of the health network at FNE, real awareness is at work. On 17 January 2018, the Parliament voted in plenary, as part of the revision of the directive on energy produced from renewable sources (RED-2) for the period 2021-2030, for the progressive elimination of palm oil in biofuels. It remains to be seen if this decision will be followed by effects. During the very rich debates that followed this conference, various courses of action were evoked, such as boycotting palm oil or increasing the costs of certificates.

This conference was, therefore, a way for the participants to better understand the challenges of the massive palm oil culture. With this conference, the CFDT takes on a societal discourse that goes beyond the simple defence of workers. The CFDT has chosen this unprecedented



subject because it advocates a model of development that brings progress for all. The purpose was to launch the alert and reflect collectively, to sensitize a maximum of stakeholders, and finally to act for a more sustainable society. ■





Parlement européen: une Commission spéciale glyphosate

Une Commission spéciale glyphosate a été mise en place pour enquêter sur la procédure d'autorisation de la substance et ses éventuelles zones d'ombres. L'ipse vous informe des suites de cette affaire où santé et environnement sont lourdement menacés.

Contrairement à toute attente, les états-membres ont voté pour la prolongation de l'autorisation du glyphosate pour 5 ans en novembre dernier. Cela est particulièrement surprenant au vu des probables dangers que fait peser cette substance sur l'environnement et sur la santé. Une forte influence de certains industriels de l'agro-business comme l'américain Monsanto pourrait expliquer cette décision.

L'affaire des Monsanto papers a révélé, grâce à des documents internes à l'entreprise Monsanto, que des écrits réalisés par ses collaborateurs avaient été mêlés à des expertises supposées indépendante. Ainsi, l'ONG Global 2000 avait même réussi à prouver que le dossier de réautorisation du glyphosate, présenté par les autorités sanitaires européennes, reprenait des extraits d'un rapport écrit par un groupe de lobbying industriel. En outre, selon le rapport du Corporate Europe Observatory,

intitulé «Recruitment Errors» publié en juin 2017, 46% des membres des panels scientifiques de l'Autorité européenne sur la santé et la sécurité des aliments (Efsa) engagés dans la procédure d'autorisation du glyphosate auraient des conflits d'intérêts financiers avec les industries de l'agro-business et de l'alimentaire. Il y a donc de quoi avoir quelques doutes sur la fiabilité du processus de validation des pesticides dans l'UE !

Pour clarifier la situation et rétablir la vérité sur cette autorisation, le Parlement Européen a donc approuvé mardi 6 février la création d'une Commission spéciale sur le glyphosate.

Cette commission, souvent appelée « Commission Monsanto », sera chargée d'évaluer :

- la qualité scientifique
- l'indépendance de la procédure vis-à-vis des entreprises. Les financements et les ressources humaines doivent être suffisantes pour permettre cette indépendance
- la transparence du processus de prise de décision et des résultats
- les conflits d'intérêts

- la procédure d'autorisation des pesticides dans l'UE et identifier les défaillances
- la méthode utilisée

Jeudi 8 février, les trente membres qui la composent ont été désignés. Son président devra être élu courant février lors de sa première réunion. Le mandat de cette commission est de 9 mois et débouchera sur un rapport présentant conclusions et recommandations.

Cette commission est donc un bon moyen de redonner confiance à l'opinion publique sur la fiabilité des décisions prises au niveau européen. En montrant la bonne foi de l'exécutif européen, en corrigeant les erreurs passées, le système pourra être amélioré. De plus, cette initiative intervient dans un cadre plus large de réformes (une refonte de la législation portant sur les autorisations de mise sur le marché des pesticides est prévue pour avril, un renforcement des compétences de l'Agence européenne de sécurité des aliments- Efsa- est également à l'étude). Cette commission est donc une bonne nouvelle pour la vérité et la transparence ! ■



Folliforme

A special Commission for glyphosate



the “Monsanto Commission”, will be responsible for assessing :

- the pesticide authorization procedure in the EU and identify failures
- the method used
- scientific quality
- the independence of the procedure. Funding and human resources must be sufficient to ensure the independence
- the transparency of the decision-making process and the results
- conflicts of interest

A special commission for glyphosate has been set up to investigate the authorization procedure for the substance and its possible shadow areas. The Ipse informs you of the consequences of this case where health and environment are heavily threatened.

Contrary to all expectations, the member states voted for the extension of the authorization of glyphosate for 5 years last November. This is particularly surprising given the likely environmental and health hazards posed by this substance. This decision can be explained by a strong influence of some manufacturers of agribusiness such as the American Monsanto.

The case of the Monsanto papers revealed, thanks to Monsanto’s internal company documents, that writings made by his collaborators had been mixed with supposedly independent experts’ assessment. For example, the NGO Global 2000

had even succeeded in proving that the glyphosate re-authorization dossier presented by the European health authorities included extracts from a report written by an industrial lobbying group. In addition, according to the Corporate Europe Observatory report, entitled “Recruitment Errors” published in June 2017, 46% of the members of the scientific panels of the European Food Safety Authority (EFSA) engaged in the procedure of Authorization of glyphosate would have financial conflicts of interest with the agribusiness and food industries. So there are reasons to doubt the reliability of the pesticide validation process in the EU!

To clarify the situation and restore the truth about this authorization, the European Parliament therefore approved on Tuesday, February 6 the creation of a special Commission on glyphosate.

This Commission, often referred to as

On Thursday, February 8, the thirty members that compose it were designated. Its president will have to be elected during February at its first meeting. The mandate of this commission is 9 months and will produce a report presenting conclusions and recommendations.

This Commission is therefore a good way of restoring public confidence in the reliability of decisions taken at the European level. Showing the good faith of the European executive, and by correcting past mistakes, the system can be improved. Moreover, this initiative is part of a broader framework of reforms (an overhaul of the legislation on pesticide marketing authorizations is planned for April, a strengthening of the powers of the European Food Safety Agency - Efsa - is also under study). This commission is therefore good news for truth and transparency! ■

La transition écologique à l'agenda de la présidence bulgare de l'UE

Dans le cadre de la présidence bulgare du Conseil de l'Union européenne, Sofia a défini trois priorités en matière de politique environnementale : l'économie circulaire, l'éco-innovation et la préparation de la prochaine COP 24 qui aura lieu fin 2018 en Pologne. L'ambition affichée est de maintenir un niveau élevé de protection de l'environnement, de préserver la santé et la qualité de vie des citoyens de l'UE. La présidence bulgare du Conseil devra entériner plusieurs directives récemment révisées, notamment pour la question des déchets. Un récent accord interinstitutionnel, plutôt ambitieux sur la question du recyclage, devra ainsi être transposé dans le droit européen. Sur la question de l'éco-innovation, Sofia a accueilli le

21ème Forum dédié les 5 et 6 février. Les conclusions de ces deux journées de discussion seront soumises à l'examen des 28 ministres de l'environnement de l'UE les 10 et 11 avril prochain. Pour les six mois à venir, Sofia entend surtout pour proposer aux 28 une

réglementation plus efficace et plus accessible dans le domaine de la législation environnementale. Enfin, Sofia articulera les différents travaux des 28 dans la préparation de la COP 24 qui aura lieu cette année à Katowice en Pologne. ■



The ecological transition on the agenda of the Bulgarian EU presidency

Within the framework of the Bulgarian Presidency of the Council of the European Union, Sofia has defined three priorities for environmental policy: the circular economy, eco-innovation and the preparation of the next COP 24 which will take place at the end of 2018 in Poland. The stated ambition is to maintain a high level of environmental protection, to preserve the health and quality of life of EU citizens. The Bulgarian Presidency of the Council will have to

endorse many recently revised directives, in particular for the waste issue. A recent, rather ambitious, interinstitutional agreement on the issue of recycling will have to be transposed into European law. On the issue of

eco-innovation, Sofia hosted the 21st Forum dedicated on 5 and 6 February. The conclusions of these two days of discussion will be submitted for consideration by the 28 EU environment ministers on 10 and 11 April. For the next six months, Sofia intends above all to propose to the 28 a more effective and more accessible regulation in the field of environmental legislation. Finally, Sofia will articulate the various works of the 28 in the preparation of the COP 24 which will take place this year in Katowice in Poland. ■



L'Ipsé vous invite à participer à sa :

45^{ème} Rencontre Ipsé

VALENCIA *2 et 3 juillet 2018*

sur le thème :

La protection sociale confrontée
au double défi écologique et numérique

*Pensez à réserver
dès à présent vos dates !*

les 2 et 3 juillet 2018

le programme détaillé de la Rencontre Ipsé sera bientôt disponible

